

Havet, José. *The Diffusion of Power : Rural Elites in a Bolivian Province*. Ottawa, University of Ottawa Press, Coll. « International Development », no 3, 1985, 174 p.

Gilles Vandal

Volume 18, Number 3, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702235ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702235ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vandal, G. (1987). Review of [Havet, José. *The Diffusion of Power : Rural Elites in a Bolivian Province*. Ottawa, University of Ottawa Press, Coll. « International Development », no 3, 1985, 174 p.] *Études internationales*, 18(3), 686–688.
<https://doi.org/10.7202/702235ar>

comme un moindre mal, tout particulièrement du fait de la soif de pouvoir de son équipe dirigeante, qui semblait prête à sacrifier la plupart de ses principes sur l'autel du pragmatisme. Derrière les réticences de l'Angleterre se profilent d'ailleurs les intérêts géostratégiques des États-Unis, qui seraient même intervenus directement pour financer la grève générale qui mena en 1964 à la chute du gouvernement de Jagan. Les autorités coloniales prendront prétexte de ces troubles pour introduire la représentation proportionnelle sur base ethnique.

Cette technicalité allait modifier radicalement les probabilités relatives d'accès à l'État des partis politiques, à cause de la racialisation de leur membership qui s'était progressivement effectuée. Le PPP de Jagan, qui regroupait presque exclusivement des Indiens, était auparavant presque assuré de remporter des élections, puisque la communauté d'origine indienne constituait depuis la fin des années 1950 la majorité de la population. Les partis d'opposition, au lieu de jouer une carte d'ouverture ethnique, firent des pressions pour qu'un mode de scrutin assurant un nombre de sièges déterminé à chacune des communautés soit introduit, qui n'assurerait au PPP qu'une pluralité des sièges. Cela impliquait que le PNC de Burnham devrait, pour prendre le pouvoir, faire alliance avec la coalition de droite de la population d'origine européenne, surtout portugaise. Ainsi fut fait et, comme prévu, Burnham prit le pouvoir en 1964, à la tête d'une coalition extrêmement bigarrée idéologiquement. Le résultat semblant gage d'une stabilité acceptable, les Anglais accordèrent l'indépendance à leur colonie en 1966.

L'histoire de Guyana est depuis lors celle de la consolidation, au fil d'élections truquées, du pouvoir de Burnham, ainsi que d'une politique d'autarcie économique, le « socialisme coopératif », qui allait mener ce pays sous-peuplé (moins de 4 habitants par km²), aux nombreuses ressources naturelles et agricoles, à la pénurie de produits alimentaires.

Brosser un tel tableau, d'une façon étonnamment détaillée, en accompagnant l'exposé d'une brève présentation statistique du pays,

d'une chronologie couvrant quatre siècles, d'une présentation des principaux partis politiques et d'une série d'annexes couvrant des sujets connexes, allant de la dispute frontalière avec le Venezuela jusqu'au suicide collectif de Jonestown, le tout en à peine 100 pages, est un tour de force.

Mais à qui ce tour de force peut-il bien être utile? Certainement pas à l'historien, qui chercherait vainement les sources utilisées pour étudier l'un ou l'autre des problèmes abordés. Certainement pas non plus au sociologue ou au politologue à qui l'appareillage théorique du ou des auteurs, qui mobilise à grand-peine quelques notions marxisantes — classe, prolétariat, transition au socialisme — apparaîtrait un peu primaire. Peut-être à l'étudiant de premier cycle cherchant une brève introduction à la politique contemporaine dans ce pays, encore que cet étudiant devrait faire un travail de documentation très sérieux pour combler les lacunes certaines d'une bibliographie de 14 titres.

Jean DAUDELIN

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

HAVET, José, *The Diffusion of Power: Rural Elites in a Bolivian Province*. Ottawa, University of Ottawa Press, Coll. « International Development », n° 3, 1985, 174p.

La révolution de 1952 et les grandes réformes qui l'ont suivie ont détruit les bases traditionnelles du pouvoir en Bolivie et transformé les structures socio-économiques et socio-politiques de ce pays. Suite à la révolution de 1952, l'armée était temporairement démantelée, les grandes mines d'étain étaient nationalisées alors que les grands propriétaires terriens perdaient leur pouvoir politique et voyaient une grande partie de leurs terres nationalisées et distribuées aux paysans. Finalement, la frontière de l'Est était ouverte à la colonisation, un important programme d'éducation était mis en place particulièrement dans les régions rurales et le suffrage universel était institué.

José Havet reconnaît dans son livre, *Dif-fusion of Power: Rural Elites in a Bolivian Province*, que la Bolivie est le pays d'Amérique latine qui a expérimenté au XX^{ème} siècle le changement social le plus radical et le plus profond. Paradoxalement, l'auteur affirme que cette transformation a été marquée par une grande stabilité sociale et même par une préservation en grande partie du statu quo. Le professeur Havet analyse la révolution de 1952 et son programme de réforme agraire qui devait mettre fin à l'oppression dont souffraient les paysans et leur permettre de contrôler leur destin par une distribution des terres. L'auteur estime que la révolution de 1952 fut un échec et soutient que le seul résultat tangible de la révolution fut l'émergence d'une nouvelle élite locale qui a supplanté l'ancienne élite terrienne. Partant d'une étude micro-régionale qu'il a conduit dans la province de Belisario Boeto, l'auteur démontre que cette nouvelle locale, composée en grande partie du préfet de la province, du maire de la capitale, du prêtre, du médecin, de l'avocat, du secrétaire du syndicat agraire et des petits commerçants de la province, a développé de nouvelles techniques d'organisation et d'information pour contrôler et exploiter politiquement et économiquement les paysans.

Le professeur Havet examine la stabilité sociale existant dans la province de Belisario Boeto en 1970 et relie celle-ci aux changements sociaux produits par la révolution de 1952. L'auteur démontre de façon convaincante que la province de Belisario Boeto reflète en grande partie la réalité sociale des régions rurales de la Bolivie et que le partage du pouvoir à l'intérieur de cette province, et entre les élites locales et le système politique régional, est le même que celle des autres provinces rurales.

Le professeur Havet, sociologue de formation, suit l'approche traditionnelle propre à cette discipline pour aborder son sujet qu'il a divisé en cinq chapitres. Le premier consiste essentiellement en une présentation du cadre théorique et de la méthodologie utilisés pour cette étude. Il présente dans le deuxième chapitre une analyse de l'origine de la révolution

de 1952 et les conséquences de cette révolution sur la société bolivienne. Le troisième chapitre porte sur la province Belisario Boeto et consiste en une présentation des principales caractéristiques géographiques, de l'évolution historique entre 1900 et 1952, et de l'application de la politique agraire dans cette province après 1952. Le quatrième chapitre est le plus important. L'auteur y décrit l'isolement dont souffrent les paysans face aux institutions nationales et régionales et étudie les implications de cet isolement sur leurs conditions. Le cinquième chapitre présente les grandes conclusions du livre.

Le professeur Havet a recours à une approche théorique audacieuse et très stimulante pour analyser le changement social dans le monde rural. Sa thèse repose sur une intégration conceptuelle de l'approche fonctionnelle et de la théorie conflictuelle. Il refuse de se limiter à l'analyse de classes développée par l'école conflictuelle, parce que celle-ci ne permet pas de tenir compte des normes qui régissent les nouvelles élites et parce que le pouvoir chez ces nouvelles élites est basé moins sur des variables économiques que sur un contrôle de l'information et une structure d'organisation. Par contre, il rejette aussi la théorie élitiste développée par la théorie fonctionnelle, parce que celle-ci explique trop le changement social par le mérite individuel et nie l'importance de la structure économique pour comprendre la structure du pouvoir. Aussi, il propose un cadre d'analyse qui intègre à la fois l'approche fonctionnelle et la théorie conflictuelle. Il est ainsi en mesure de tenir compte du rôle des qualités personnelles et des techniques d'organisation et d'expliquer les changements à long terme à partir de l'évolution de la structure économique. L'étude du professeur Havet a le mérite d'éviter de s'enliser dans un débat idéologique ou de sombrer dans une dispute théorique improductive. Elle démontre que ces deux écoles, loin d'être à l'opposé, peuvent même fournir une analyse complémentaire.

Son cadre théorique lui permet de vérifier sa thèse et d'expliquer le phénomène paradoxal de la révolution bolivienne, marquée par

un taux élevé de mobilisation des masses et la stabilité relative qu'elle a engendrée. Il explique ce paradoxe par l'isolement des paysans. L'auteur constate l'absence de participation effective des paysans dans le système de pouvoir et ce, même au niveau local. Une connaissance insuffisante et un manque de canaux institutionnels pour organiser la participation des paysans dans le système politique national ou même régional, joints à une structure qui privilégie la relation personnelle à l'approche institutionnelle ont créé des conditions qui favorisent les élites rurales locales et ont conduit à une exploitation politique et économique des paysans par ces élites.

Le professeur Havet appuie son argumentation sur des exemples détaillés, le tout assorti de nombreux tableaux et graphiques. De plus, il démontre une connaissance approfondie des conditions socio-politiques et socio-économiques de la province de Belisario Boeto, où il a séjourné trois ans de 1970 à 1972. C'est d'ailleurs pendant ce stage qu'il a commencé sa recherche. Aussi, l'auteur a été en mesure de nous présenter dans ce livre une nouvelle explication de l'échec de la réforme agraire en Bolivie à partir d'une recherche méticuleuse et d'une connaissance directe de son sujet.

L'auteur a réussi à développer un cadre théorique convaincant et des plus intéressants pour analyser l'application de la politique agraire et comprendre les transformations de la société rurale en Bolivie suite à la révolution de 1952. L'absence des paysans du processus social et politique et leur relégation à un rôle secondaire dans la création de la richesse économique ont permis à une nouvelle élite de maintenir son contrôle sur les paysans et d'utiliser à son avantage la structure de pouvoir dans les zones rurales.

Gilles VANDAL

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada*

KLEIN, Juan-Luis, *Défi au développement régional: Territorialité et changement social au Nicaragua sandiniste*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986, 192p.

Il est essentiel pour quiconque désire mieux connaître l'originalité et les principales réalisations de la révolution sandiniste de lire le petit livre du Professeur Juan-Luis Klein, *Défi au Développement Régional: Territorialité et changement social au Nicaragua sandiniste*. Partisan enthousiaste de la révolution nicaraguayenne, l'auteur soutient que les dirigeants sandinistes ont fait plus que de tenter simplement de sortir leur pays du marasme économique où il se trouvait au lendemain de la guerre civile. En fait, ils ont aussi proposé un plan original de développement pour contrer les méfaits du sous-développement. La nécessité de supprimer les disparités régionales, de rompre avec les politiques d'enclavement culturel et économique des différentes régions, de construire une infrastructure administrative nationale complètement nouvelle et de détruire les effets négatifs sur la bourgeoisie locale de la pénétration de compagnies étrangères, sont autant de problèmes qui confrontent la nouvelle administration. La réponse apportée par les dirigeants sandinistes à ces problèmes dans le cadre d'une politique nationale marquée par un esprit de démocratisation a donné à la révolution sandiniste un caractère socialiste et continue de représenter un modèle unique de réponse aux problèmes du sous-développement.

Géographe de formation, le professeur Klein démontre qu'il est impossible de comprendre la révolution sandiniste, et en ce sens tout le problème du développement, sans situer celle-ci dans le milieu social et géographique où elle s'enracine. Aussi, l'auteur fait reposer sa thèse à la fois sur une analyse spatiale ou géographique et sur une étude anthropologique approfondie de la société nicaraguayenne. Ces deux approches lui permettent de situer les véritables intérêts nationaux du Nicaragua et de démontrer comment l'administration sandiniste mise sur sa population,